

# **MADAGASCAR 1947 : MYTHES PERSISTANTS ET NON-DITS D'UNE INSURRECTION**

Jean FREMIGACCI  
Maître de conférences honoraire  
Université Paris 1 Panthéon Sorbonne

**Résumé :** Aujourd’hui encore, la représentation de l’insurrection de Madagascar en 1947 reste encombrée de mythes et de non-dits qui empêchent la vérité de se faire jour. En premier lieu sur ses origines, qui font la part belle à des théories complotistes fausses et, côté français, aux erreurs d’analyse du pouvoir sur les sociétés malgaches et la situation politique du pays. La vision des réalités de l’insurrection sur le terrain a été occultée par les préjugés et les passions qui ont amplifié les violences et suscité une masse énorme de rumeurs et fausses nouvelles, et une véritable hysterie sociale. D’où l’essor d’une légende noire sur les atrocités commises et sur le bilan de l’insurrection qui domine encore les esprits.

**Mots-clés :** Mythe, MDRM (Mouvement Démocratique de la Rénovation Malgache), JINA (Jeunesse Nationaliste), Rabemananjara, Ravoahangy, Raseta, De Coppet.

*Abstract: Even today, the representation of the 1947 Malagasy Insurrection remains full of myths and unspoken that prevent the truth from being revealed. In the first place on its origins, which give prominence to false conspiracy theories and, on the French side, to errors of analysis of Colonial Power on Malagasy societies and the political situation of the country. The vision of the realities of the insurrection on the ground has been obscured by prejudices and passions that have amplified the violence and generated a huge mass of rumors and false news, and a real social hysteria. Hence the rise of a black legend about the atrocities committed and the record of the insurrection that still dominates the minds.*

**Keywords:** Myths, MDRM (Democratic Movement for Malagasy Renovation), JINA (Nationalist Youth), Rabemananjara, Ravoahangy, Raseta, De Coppet.

L’insurrection de Madagascar en 1947 est un évènement majeur intégré dans le « roman national » du pays. Comme tel, il se doit d’intégrer toute une mythologie, puisque la loi du genre est que, quand la réalité contredit la légende, l’opinion choisit la légende. Ce qui n’empêche pas les historiens de faire leur travail sans états d’âme, avec la méthode scientifique de rigueur dans leur discipline, tout en sachant que leur audience restera limitée.

Mais l’insurrection de 1947 ne correspond pas tout à fait à ce schéma. Le poids des mythes y a été déterminant dès ses tout débuts, empêchant la vérité de se faire jour. Ceci, parce qu’un autre facteur leur a permis de prospérer : le poids des non-dits, aussi bien du côté français que du côté malgache. Des faits peu glorieux, des décisions critiquables, des actions et des comportements criminels ont été l’objet d’une occultation et d’un déni durable. Et les circonstances, le cours de l’histoire de Madagascar, ont fait que les mythes ont pu être continuellement réactivés et renouvelés. Mais les archives finissent toujours par parler. Aujourd’hui, l’insurrection de 1947 apparaît comme un immense puzzle que les historiens doivent reconstituer pièce par pièce, une histoire encore à écrire, loin des récits légendaires et des silences. Je convoque ici Pierre Nora « L’historiographie, c’est l’histoire qui se met à traquer en elle ce qui n’est pas elle ». Pour éviter un inventaire fastidieux, je regrouperai la problématique de ma communication autour de trois questions : Qui est à l’origine de l’insurrection ? Comment, dans son vécu, mythe et réalité se sont affrontés ? Comment mettre en perspective la répression et le bilan de l’insurrection ?

## I. QUI EST A L’ORIGINE DE L’INSURRECTION ?

Débarrassons-nous d’abord d’un mythe qui a eu un certain succès jusqu’à une époque récente. La révolte du 29 mars aurait été le résultat d’une manipulation de la Sûreté coloniale visant à permettre l’écrasement d’un MDRM<sup>1</sup> triomphant et du mouvement national malgache. Cette thèse a été soutenue par Jacques Rabemananjara<sup>2</sup> dans sa longue déposition du 3 août 1948 au « grand procès ». Il la défendait encore à la radio en France peu avant sa mort en 2006. Je ne peux détailler ici tous ses arguments. Rabemananjara et ceux, des journalistes surtout, qui ont partagé sa vision, ont développé un argumentaire persuasif pour un auditoire ignorant de la situation politique de Madagascar en 1947, donc perméable à une interprétation fantaisiste de faits parfois vrais, mais le plus souvent imaginaires. Le prestige du poète, grand condamné de 1948 et plus tard Grand prix de l’Académie Française, a permis au mythe de courir, en France surtout. Dans un article émaillé d’erreurs et de trucages (dont un vrai/faux interview de Monja Jaona<sup>3</sup> emprunté au film de Danièle Rousselier passé sur ARTE en 1994, *Madagascar 1947, L’insurrection de l’Île rouge*<sup>4</sup>) du *Monde Diplomatique* de mars 1997, Philippe Leymarie osait assurer ainsi que la thèse de la provocation « est désormais retenue par la plupart des chercheurs », ce qui est absolument faux.

---

<sup>1</sup> Mouvement Démocratique de la Rénovation Malgache, parti nationaliste fondé en février 1946 à Paris par les trois députés malgaches au Palais Bourbon.

<sup>2</sup> Jacques Rabemananjara est poète francophone reconnu, et l’un des trois députés malgaches. Les minutes du procès de 1948 sont consultables à Tananarive (Archives de la République de Madagascar -ARM-, fonds MDRM, D882), à Aix (ANOM, Madagascar, 6(15)D 27-29) et à Paris (Archives Nationales, Fonds Rolland, 490AP 17-19).

<sup>3</sup> Monja Jaona (1910-1994), grande figure de la Gauche révolutionnaire malgache au XX<sup>ème</sup> siècle. Il crée en 1943 la société secrète JINY dans le Sud-est qui, reprise par une nouvelle direction merina, devient la JINA en mai 1946 et sera l’instrument du déclenchement de l’insurrection le 29 mars 1947.

<sup>4</sup> Dans le film, Monja Jaona décrit les modalités du combat de la JINA comme s’il en avait été un acteur, alors que, arrêté en novembre 1946, il ne sortit de prison qu’en novembre 1950.

La thèse officielle, elle, est bien connue : Les responsables seraient les trois députés, fondateurs du MDRM en février 1946 à Paris, qui en auraient fait le fer de lance de la révolte, l'ordre final de son déclenchement ayant été donné par un télégramme codé du 27 mars rédigé par Rabemananjara et Ravoahangy<sup>5</sup> lors d'une réunion du Bureau politique du parti. Cette thèse est complètement fausse. Le télégramme était bien un appel au calme lancé par les deux députés, restés fondamentalement légalistes. Ils venaient d'apprendre le jour même qu'un *tabataba*, des troubles de nature imprécise, allaient éclater le 29 mars, et ils ont tenté de les empêcher. Dans plusieurs centres dont l'attaque était prévue par la société secrète JINA<sup>6</sup>, le télégramme a été suivi d'effet et les militants n'ont pas bougé, à Morondava, à Diego-Suarez (pour la section des civils MDRM), à Manakara (pour la section de la ville « européenne », ce qui a sauvé celle-ci).

Cette affaire est surtout révélatrice d'une appréciation fausse, par les responsables français, de la situation politique réelle à Madagascar en 1946-47. Le MDRM, en tant que parti, n'a pas été l'organisateur de la révolte parce qu'il n'a fait que chevaucher un mouvement et un climat pré-insurrectionnel qui s'était installé avant même son implantation dans le pays qui débute en mai 1946. Les réformes de décembre 1945 à avril 1946 (abolition de l'indigénat, du travail forcé, de la Justice indigène, structures de l'État colonial jusque-là) sont perçues sur le terrain comme la fin du *fanjakana frantsay*, le gouvernement des Français, et une immense campagne de désobéissance civile se répand, sur la côte est surtout. En mai 1946, une lettre collective des colons de Manakara annonce une révolte prochaine.

À cela s'ajoute une autre erreur du pouvoir. Il se méprend sur le MDRM, qu'il voit comme un parti à l'europeenne solidement organisé et discipliné, ce qui n'est pas le cas. Face à la campagne des néophytes du parti sur la fin du *fanjakana frantsay*, le Gouverneur Général (G.G.) De Coppet écrit dans un rapport du 16 décembre 1946 « il est impossible de croire, à moins d'être aveugle, que le MDRM opère sans coordination et à la seule fantaisie de ses chefs de section », il s'agit pour lui « d'un véritable complot contre la souveraineté française créant une situation qui la mette en péril »<sup>7</sup>, et il met nommément en cause les députés Ravoahangy et Rabemananjara. Une circulaire prescrit aux administrateurs de constituer un « dossier du MDRM » en vue d'une dissolution du mouvement. Dès la fin 1946, la répression administrative est mise en œuvre et, fait peu connu, les prisons provinciales seront remplies avant le 29 mars. Dans la seule affaire d'Androrangavola, 80 Tanala sont incarcérés dans la prison de Mananjary. De Coppet, un autre rapport de décembre 1946 en fait foi, est persuadé que les députés prennent leurs instructions auprès du PCF. Aussi, quand le 1<sup>er</sup> avril 1947, Ravoahangy et Rabemananjara viennent lui proposer d'intervenir publiquement pour condamner la révolte et ramener l'ordre, il les éconduit sans ménagement. Et après les « aveux », extorqués par la violence, du secrétaire général du MDRM, Martin Rakotovao, le 12 avril, les deux députés sont arrêtés.

Les archives nous renvoient en fait à un grand responsable du 29 mars, dont on peut s'étonner qu'il n'ait pas encore été reconnu comme tel, Joseph Raseta<sup>8</sup>, le fondateur

<sup>5</sup> Télégramme rédigé et signé par les députés Rabemananjara et Ravoahangy, qui y ont ajouté la signature de Raseta (le 3<sup>ème</sup> député) alors à Paris : « Ordre impératif est donné à toutes sections, à tous membres MDRM garder calme et sang-froid absolu devant manœuvres et provocations toutes natures destinées à susciter troubles sein population malgache et à saboter politique pacifique MDRM. »

<sup>6</sup> La JINA regroupait les extrémistes du MDRM partisans d'une action violente pour arracher l'indépendance.  
<sup>7</sup> ARM, fonds MDRM, D875, rapport du 16 décembre 1946.

<sup>8</sup> Joseph Raseta (1886-1979), député de la circonscription ouest de l'île en 1946-47, avait déjà 25 ans de combats anticolonialistes derrière lui, jalonnés de poursuites, de persécutions administratives et d'un internement au camp de Moramanga en 1941-1943.

en mai 1946 et chef occulte de la société secrète JINA, instrument du déclenchement de la révolte. La date du 29 mars a été fixée le 27 février à un déjeuner à Tananarive, réunissant Raseta, Ravelonahina (le n°1 de la JINA) et Samuel Rakotondrabe (le n°2), leur hôte à Antanimena.

Question : Pourquoi Raseta n'a-t-il jamais reconnu son rôle ? Réponse la plus vraisemblable : parce que les choses ne se sont pas du tout passées comme il l'avait prévu. Initialement, la révolte devait toucher les centres urbains principaux, Tananarive, Fianarantsoa, Diego-Suarez, et des centres secondaires où la JINA avait noyauté le MDRM comme Moramanga et Manakara. Mais ce plan ne prévoyait aucune lutte de longue durée, ce qui explique au passage la piètre organisation de la révolte. Le mot d'ordre, dû à Raseta, était : tenez trois jours, et alors l'intervention des Anglo-Saxons contraindra les Français à céder. Le plan d'attaque de Tananarive préparé par le lieutenant Randriamaromarana était conforme à cette directive : Après l'attaque du camp de Fiadanana à Tananarive, menée pour se procurer des armes, les insurgés devaient se replier et livrer un baroud d'honneur à Ambohimangakely, à l'est de la capitale, face à la contre-attaque prévisible des Français. L'attaque de Moramanga a suivi en partie ce schéma, attaque du camp militaire et évacuation de la ville avant l'aube avec repli en brousse. Raseta, parti en France le 4 mars et protégé par son immunité parlementaire, se voyait donc comme seul négociateur de l'indépendance de Madagascar, débarrassé par les Français de ses deux rivaux, et ce rôle politique déterminant explique qu'il se tint en retrait de la JINA qu'il inspirait. Les Français ignoraient une donnée que les travaux de D.A. Lahiniriko ont mise en évidence<sup>9</sup>, l'animosité et les rivalités qui opposaient les trois députés, en particulier, Ravoahangy le grand *andriana* de Tananarive, à l'envergure d'homme d'État, et Raseta, le Hova besogneux de province, impulsif et aux faibles capacités d'organisation. Par ailleurs, le calcul de Raseta n'était pas absurde, il avait l'exemple de la Syrie où les Anglais (qu'il alla sonder lors d'un voyage à Londres en février 1946) avaient contraint les Français à abandonner leur tentative de reconquête en 1945. Mais à Madagascar, le modèle d'insurrection prévu échoue complètement au point que, à la mi-avril, De Coppet proclame sa fin. L'affaire en réalité ne fait que commencer, une nouvelle insurrection va se développer, sous la forme d'une grande révolte paysanne qui, à partir des foyers initiaux de Moramanga (Bezanozano) et Manakara-Vohipeno (Antemoro), gagne le pays tanala nord et le pays betsimisaraka du sud en avril, le pays betsimisaraka central en mai, celui du nord et le pays Betsileo en juin/juillet. C'est cette insurrection-là qui va être longue et difficile à réduire, et laisser derrière elle un bilan désastreux, dont on comprend que Raseta n'aït pas voulu l'assumer.

Or du côté français, il y a eu une véritable conspiration du silence pour minorer la responsabilité de ce dernier, alors même que, des trois députés, il était le seul réellement anti-français. Mais dégager la chaîne de commandement qui avait conduit au 29 mars, c'était innocenter les collègues de Raseta qui eux n'avaient eu aucune part au complot. Alors que, pour le pouvoir colonial, l'homme à abattre était Ravoahangy, le leader charismatique du mouvement national. S'il avait dû sortir acquitté du grand procès, l'opinion malgache aurait conclu, selon le pouvoir, qu'il était le plus fort et que les jours de la domination française à Madagascar étaient comptés. D'où la fabrication par la Sûreté de fausses preuves de culpabilité dans le dossier de Ravoahangy, comme

<sup>9</sup> D.A. LAHINIRIKO, *Le MDRM, des succès aux difficultés*, mémoire de maîtrise, Antananarivo, 2000, 218p. *Les structures politiques tananariviennes de la Seconde guerre mondiale à la Première République. Union, unanimisme et division partisane dans la culture politique nationaliste (1945-1958)*. Thèse, Antananarivo-Paris 1, 2008, 3 vol , 603p. + annexes.

une pseudo-rencontre avec Victorien Razafindrabe<sup>10</sup> à Moramanga dans la nuit du 24 mars pour s'assurer que tout était prêt !

## II. MYTHES ET RÉALITÉS DANS LE VÉCU DE L'INSURRECTION

L'insurrection plonge immédiatement la société coloniale dans un état d'hystérie entretenu par un mythe, celui des tortures effroyables infligées par les « rebelles » à leurs victimes. Dans son discours à l'Assemblée représentative, le 19 avril, De Coppet déclare que « chaque jour sont découverts de nouveaux actes de barbarie et de sadisme », il parle de colons mis à mort « après des tortures que la parole se refuse à décrire ». Le 10 mai, il rapporte au Ministre que « pas un assassinat n'aït été commis qu'il n'aït été entouré d'un raffinement de cruauté dépassant l'imagination ». Une brochure, *La lumière sur les événements de Madagascar*<sup>11</sup>, publiée en juillet par des colons et leur journal *Tana-journal*, revenait sur un drame qui depuis avril avait alimenté la fureur et la peur de la société coloniale, la mort, le 4 avril, du chef de poste de Sahasinaka, Saury.

*Extrait : « Des tortures raffinées ont été inventées : le jeune chef de poste Saury a été disséqué vivant par un médecin indigène qui lui a d'abord, avec son scalpel, désossé la cheville gauche, puis la rotule gauche, puis le genou gauche, puis la hanche gauche. Et pour que sa victime souffre davantage et que le supplice dure plus longtemps, le médecin-bourreau fait à son patient des injections d'huile camphrée... »<sup>12</sup>.*

Toute cette histoire a été forgée de toutes pièces, elle est le produit des fantasmes d'une société terrifiée. Dès le 17 avril, le chef de district de Manakara, Creuse, le supérieur de Saury, avait dénoncé la légende qui circulait déjà. Certes, Saury avait bien été assassiné le 4 avril à coups de sagaie, mais le médecin du poste, le Dr Samuel Ratsirahona, n'y était pour rien. Il avait au contraire tenté de soigner Saury capturé souffrant de pneumonie. Au procès des cadres de la révolte à Sahasinaka devant le Tribunal militaire, en juillet 1948, le Dr Ratsirahona (qui avait été contraint et forcé de suivre les insurgés en brousse) fut le seul acquitté ! Le mythe a néanmoins perduré. En septembre 1965, à Tananarive, un conseiller de mission le racontait aux journées d'information de la centaine de coopérants VSN (Volontaires du Service National), dont j'étais, qui venaient de débarquer. Le 5 décembre 1997, l'Académie des Sciences d'Outre-Mer commémora le cinquantenaire de 1947 en présence du G.G. De Chevigné. Une dame, Mme d'Harbaumont, veuve d'un officier qui avait servi à Madagascar en 1947, refit le récit du mythe en l'enrichissant encore : Saury et le médecin étaient amis, ex-condisciples au lycée Gallieni, ils jouaient au tennis ensemble... Bref, l'illustration d'un stéréotype banal de la société coloniale sur la fourberie des Merina. Dans la salle, certains, comme l'administrateur Bernard Mayaud, connaissaient la vérité, mais gardèrent le silence...

La réalité ? En 1948, le chef de district de Mananjary, qui coiffait aussi les districts d'Ifanadiana et de Nosy Varika, reconnaissait qu'il n'y avait pratiquement pas de cas de tortures dans sa région. « Le plus souvent, les assassinats ont été commis à coups d'*antsy* et de sagaie, et ce n'est qu'après qu'ils se sont acharnés sur leurs victimes, chaque rebelle frappant à son tour le corps. C'est ce qui résulte en général des dossiers

<sup>10</sup> Président du MDRM de Moramanga et membre de la JINA, où il fit entrer tout l'État-major du MDRM local. Chef de l'insurrection le 29 mars, il en fut l'âme jusqu'à sa capture par les Français en septembre 1948

<sup>11</sup> *La lumière sur les événements de Madagascar*, 69 p., présentée par la *Ligue de défense des intérêts franco-malgaches* et *Tana-Journal*, juillet 1947.

<sup>12</sup> *Ibid.*, p.21.

de justice ». La croyance commune a été alimentée par les conditions de l'exécution des victimes par les insurgés. Après qu'un ou deux bourreaux désignés aient fait leur besogne, tous les insurgés devaient frapper le cadavre de leur sagaie pour partager collectivement la responsabilité du meurtre devant *Zanahary* (Dieu) et écarter la menace du *tsiny*, le châtiment par la providence divine. Quelques jours après le drame, la dépouille massacrée de Saury, en partie dévorée par des chiens errants, fut retrouvée par les Français sur une berge du Faraony et ramenée à Fianarantsoa pour des obsèques solennelles. L'affaire Saury fut loin d'être un cas unique. La légende de colons enterrés vivants dans la vallée du Mangoro, au nord de Moramanga, enflamma de même la société tananarivienne. Parmi eux, un notable connu, le vieux Decouzon, ancien soldat de Gallieni établi comme colon militaire dans les années 1900. L'enquête fit exhumer les victimes, et montra qu'elles avaient en fait été tuées à la sagaie et ensuite enterrées sommairement par des villageois.

D'une façon générale, nombre de pratiques culturelles malgaches de la guerre furent interprétées par les Français comme des manifestations de barbarie. Comme mutiler et jeter à la rivière les cadavres ennemis, acte qui traduisait la volonté de refuser au mort le retour au tombeau de ses ancêtres. Acte plus extraordinaire : Après avoir massacré la famille Armoet, des colons du district de Nosy Varika, leurs meurtriers avaient « léché le sang » de leur victime, un coupable ayant avoué fut fusillé sur le champ. Or, comme me l'a expliqué le regretté Ignace Rakoto, c'était là une variante du *Fatidra*, le serment du sang, passé entre le meurtrier et le mort, qui en faisait des frères, et visait dans ce cas précis à écarter du meurtrier la menace du *tsiny*. Le grand nombre de croyances irrationnelles des insurgés a permis aux Français de grossir démesurément le rôle des spécialistes du sacré traditionnel malgache, qu'ils ont uniformément qualifiés de « sorciers », les *ombiasy* (devin-guérisseur), *mpanandro* (astrologues), *mpisikidy* (art de la divination)...et ainsi d'interpréter la révolte comme une résurgence de la barbarie primitive. Ce que fait De Coppet dans son rapport au Ministre du 10 mai 1947 :

*« Il est bien vrai que les Tanala, les Antemoro comptent parmi les races les plus arriérées du pays. Dans leur grosse majorité, elles sont encore sous l'influence des sorciers, des fétichistes. L'enseignement et l'évangélisation ne les ont guère pénétrées et le respect de la vie humaine est chez elles un sentiment à peu près inconnu »,*

un jugement qui témoigne d'une ignorance consternante du G.G. sur le rôle culturel historique des Antemoro, dont les lettrés, les *katibo*, ont été les dépositaires des manuscrits arabico-malgaches, les *Sorabe*, et sur les relations politiques anciennes de ces deux peuples avec l'Imerina. En fait, aucun de ces « sorciers » ne s'est imposé comme chef politique ou chef de guerre. Leur rôle semble avoir été celui de nos aumôniers militaires avec la charge de la cérémonie des « bains », une bénédiction des guerriers par aspersion d'eau qui devait les rendre invulnérables. Après tout, en 1914, un grand journal parisien avait bien affirmé que les balles allemandes traversaient les chairs sans tuer ! Les assauts au cri de *rano rano* si souvent cités ont disparu après les deux premiers mois de l'insurrection, ici aussi on avait compris rapidement que « le feu tue ».

Une perception déformée et faussée de l'insurrection n'a pas touché que les Français, mais aussi les Malgaches. Je prendrai ici l'exemple d'un livre, *ZOVY* (2007)<sup>13</sup>, du colonel René Radaody-Ralarosy. *ZOVY* a les apparences d'un roman, les personnages sont fictifs et la trame historique très approximative. Mais ce n'est pas un roman, c'est

<sup>13</sup> René RADAODY-RALAROSY, *ZOVY*, 1947, *Au cœur de l'insurrection malgache*. Éditions Sepia, 2007, 218p.

une œuvre qui s'inscrit dans le roman national sur 1947. Œuvre parfaitement intègre, je le souligne, d'un auteur qui est à la fois un pur patriote malgache et un francophile, double caractère que les Français n'ont pas compris avant la décolonisation, n'y voyant qu'hypocrisie. Ses personnages sont des « types idéaux » chargés de porter une vision utopique à la fois moderniste et populaire de l'insurrection. Velo est un Bara, ancien voleur de bœufs, qui aurait passé l'occupation en France dans le maquis où il serait devenu marxiste, communiste et, dans ZOVY, un combattant sur le modèle des FTP de la résistance française. Son ami Ratalata est coulé dans un moule analogue, ce sont des experts de la guérilla et des embuscades. Ils perdent la partie parce que les paysans les lâchent à la suite des méthodes terroristes de la répression comme l'incendie systématique des villages.

En fait, l'auteur n'a vu à peu près aucun des problèmes réels des insurgés sur le terrain, comme le fait qu'ils ont été très mal accueillis, comme des pillards sortis de la forêt, par les villages de l'Imerina orientale, tel Ambohimiadana cité dans le livre. Surtout, l'évolution majeure de l'insurrection déjà évoquée lui échappe, comme à l'opinion malgache aujourd'hui encore. L'échec des nationalistes des villes laisse la place à une révolte paysanne qui s'étend comme une marée que, pendant quatre mois, les Français n'ont pas les moyens militaires d'endiguer. Il en émerge des chefs de guerre sortis du peuple, encore peu connus à Madagascar, mais légendaires dans leur région, Pelimaitsotso dans le Fisakana, Indilana chez les Tanala du nord, ou surtout son ami Lehoaha, dont le talent de stratège dans l'utilisation de l'espace m'a fait penser à Samory en Afrique de l'Ouest.

Mais, dans cette phase paysanne de la révolte, il n'y eu que peu de combats, et assez peu meurtriers. Un témoignage le confirme, celui des mémoires du « général » Dama Robert, *Ny ady tao Anosibe Anala 1947* (la guerre à Anosibe Anala) publiées en 1967 et reprises par F. Fanony et N. Gueunier, dans *Témoins de l'insurrection*<sup>14</sup>. Les combats les plus meurtriers que j'ai pu recenser n'ont pas fait plus de 60 à 70 morts chez les insurgés, et ceci, dans les deux premiers mois principalement. L'échec des assauts contre les villes côtières (Manakara, Mananjary, Vatomandry...) convainc les MTT (*Miaramila Tia Tanindrazana*), « les soldats de la patrie », que le déséquilibre de l'armement est trop grand et qu'il leur faut adopter une stratégie d'évitement, utiliser leur mobilité dans un espace vaste et difficile pour neutraliser l'ennemi. À ce jeu, Lehoaha se révéla un maître et put tenir jusqu'à sa reddition le 11 novembre 1948. L'essentiel, pour cette résistance, était de maintenir son emprise sur les populations et d'entretenir l'insécurité qui avait réduit à rien les structures administratives en dehors des chefs-lieux de district.

Dans cet affrontement patient, les deux parties ont rivalisé dans la diffusion de fausses nouvelles de victoire. Mythe, répandu chez les insurgés, d'une intervention décisive des Anglo-Saxons qui auraient chassé les Français des Hautes Terres. Communiqués triomphants du *Bulletin* de nouvelles de l'État-Major français dont je donnerai un exemple tragi-comique de « victoire-Potemkine ». Le *Bulletin* du 20 août 1947 avait fait état des prouesses d'un groupe de légionnaires du poste d'Alarobia-Befeta (au sud d'Ambohimahasoa). Encerclés par un millier de rebelles fanatisés, ils se seraient dégagés en leur infligeant des pertes énormes. Effectivement, dans le JMO (Journal des

<sup>14</sup> Fulgence FANONY et Noël GUEUNIER, *Témoins de l'insurrection*, ed. Foi et justice, Antananarivo, 1997, 163p. Le texte de Dama Robert en malgache sur la page de gauche, et sa traduction en français à droite.

marches et opérations) du bataillon de légion<sup>15</sup>, il est dit que ces 13 légionnaires avaient abattu 500 rebelles. La radio et la presse européenne de Tananarive diffusèrent largement cet exploit. Mais un mois plus tard, une autre unité, le DMA<sup>16</sup>, ratissa la région et fit prisonnier le chef des MTT, qui déclara que les 17-18 août, à la tête de ses 200 hommes, il avait bien attaqué les légionnaires, sans subir aucune perte car, dit-il, « les légionnaires sont partis sans riposter », ce que d'autres renseignements confirmèrent. Et si les légionnaires étaient rentrés presque sans munitions, c'est parce qu'ils s'en servaient pour payer les services de femmes du pays qui les livraient ensuite aux insurgés... Illustration d'une vérité que les historiens militaires de terrain connaissent bien : il n'y a pas de domaine, en histoire, où le mensonge et l'intox règnent autant que dans tout ce qui se rapporte à la guerre.

Étant donné l'armement dérisoire des *Marosalohy*, les porteurs de sagaises, comment expliquer la longueur de la campagne militaire qui s'est étalée jusqu'en novembre 1948 ? Elle a été due, principalement, à l'extrême faiblesse des moyens des Français. Faiblesse des effectifs d'abord. La presse a parlé de 30 000 hommes, l'armée de 1948 n'en a en fait aligné que 16 000, dont un quart de soldats malgaches, peu employés dans la zone insurrectionnelle. Une bonne moitié sont positionnés dans les zones calmes, à surveiller. Finalement la « pacification » a été confiée à 6 à 7 000 hommes, une dizaine de bataillons, dont cinq Nord-africains qui ont fait le plus gros du travail à partir d'août 1947, trois Sénégalais (dont la mémoire collective a amplifié le rôle, parce qu'au début un bataillon sénégalais était la seule troupe sûre disponible), un bataillon de la légion, et le BTM (Bataillon de Tirailleurs Malgaches) où servait un certain capitaine Ramanantsoa, promu chef de bataillon et conseiller militaire du G.G. De Coppet. Or cette armée de 1947-48 est une armée très pauvre. Elle manque de tout. Quand *l'Île de France* débarque 6 000 tirailleurs à Tamatave début août 1946, on leur retire leurs chaussures militaires parce que l'intendance militaire en manque ! Ces effectifs très faibles se voient assigner une tâche énorme, très au-dessus de leurs forces. Le 1/1 RTM<sup>17</sup>, bataillon marocain, à son arrivée fin juillet 1947, se voit attribuer les trois districts très durs d'Andevorante-Brickaville, Vatomandry et Mahanoro. C'est seulement fin septembre que sa tâche sera réduite. Son voisin au sud, le 1/9 RTA<sup>18</sup> algérien reçoit la charge du sous-secteur de Mananjary qui couvre les trois districts également durs de Mananjary, Ifanadiana et Nosy Varika. Les hommes doivent effectuer des patrouilles épuisantes dans un terrain très difficile. Et malsain : avec la saison des pluies de décembre à avril, le nombre des malades devient tel que des postes du pays betsismisaraka forestier ne peuvent plus assurer de patrouilles. Le 2/2RTM marocain a perdu 21 hommes dans la campagne : 9 tués au combat seulement, mais 6 dans des accidents, dont 4 noyades, 6 de maladie, et 62 hommes (près d'un dixième des effectifs) durent être rapatriés sanitaires. Les dangers du climat de la côte Est firent que l'on n'osa pas y engager la légion. La rareté et l'état lamentable des pistes inspirent un leitmotiv aux officiers : « Qu'est-ce que l'administration des civils a fait dans ce pays depuis 50 ans ? ». Bonne question ! Une conséquence est que l'armement ne peut être que très léger. En dehors du fusil, arme de base, de quelques très médiocres mitrailleuses MAS 38, le fusil-mitrailleur 24-29 au moins a permis de repousser l'attaque de bandes d'insurgés qui, dans la zone forestière ne dépassaient guère une cinquantaine d'hommes. On a monté en épingle le rôle de l'aviation

<sup>15</sup> SHD (Service Historique de la Défense), Vincennes, 7U605, JMO de la 2/4 DBLE (2<sup>ème</sup> bataillon de marche de la demi-brigade de légion étrangère, août 1947).

<sup>16</sup> DMA : Détachement Motorisé Autonome, employé surtout à pied, faute de pistes praticables.

<sup>17</sup> 1<sup>er</sup> bataillon du 1<sup>er</sup> Régiment de Tirailleurs Marocains.

<sup>18</sup> 1<sup>er</sup> bataillon du 9<sup>ème</sup> Régiment de Tirailleurs Algériens.

pour son effet moral sur les populations, mais à la vérité, cette aviation était misérable. Le 29 mars, elle ne disposait que de... deux avions. Contrairement à ce qui est écrit dans ZOVY, il n'y a jamais eu de chasseurs-bombardiers Mosquitos à Madagascar, mais des vieux Junkers 52 très lents, hérités de la Luftwaffe, qui formaient la flotte d'Air France dans l'Île, qu'on réquisitionna. Mais la pénurie de parachutes contraignit l'armée à ravitailler ses postes en zone insurgée par des caravanes de porteurs réquisitionnés.

On ne s'étonnera pas que, dans ces conditions, cette armée ait été affectée d'un moral très bas, dont des rapports pessimistes font régulièrement état. La légion est touchée par un fort taux de suicides (un quart de ses pertes). Les Nord-africains se plaignent de soldes insuffisantes, sont désorientés dans ce milieu tropical humide (fort taux de paludisme et de noyades) et ont même tendance à fraterniser avec les Malgaches, on comprend facilement pourquoi. Les Sénégalais sont, suivant un officier, « enramatoués », amateurs de *ramatoa* (femme malgache) d'où un taux de désertions élevé. Le seul officier africain d'un de leurs bataillons est anti-colonialiste ! J'ai découvert qu'un des grands « sorciers » de la région de Brickaville était un Sénégalais, Amady dit Lemazava, ancien soldat fixé dans le pays.

Finalement, l'insurrection de 1947, présentée comme la première des guerres de la décolonisation, a plutôt été, sur le terrain la dernière campagne victorieuse de Gallieni. Le commandement ressort d'ailleurs à cette occasion les instructions du Général sur la méthode de la « tache d'huile », d'une extrême lenteur, mais efficace dans ce cas précis, vu l'extrême morcellement de l'insurrection en différents foyers locaux communiquant peu les uns avec les autres et sans commandement central. Dernière campagne victorieuse, car sa méthode échouera complètement en Indochine face à un adversaire mieux formé, mieux organisé et mieux armé. Un bataillon marocain transféré en Indochine aura à son premier combat là-bas plus de tués que pendant tout son séjour à Madagascar.

### III. RÉPRESSION ET BILAN DE L'INSURRECTION, MYTHES ET RÉALITÉS.

Thème où la mémoire et l'histoire, le mythe et la réalité ont le plus divergé. D'autant plus que, vu la complexité de l'insurrection, les camps les plus opposés ont trouvé des arguments en faveur de positions déterminées a priori. Il est donc difficile de remettre en perspective les années 1947-1949 et au-delà. Il n'y a pas de répression « humaine », pas de guerre sans crimes de guerre. Mais suffit-il alors de qualifier la répression de « féroce » ? Non, car le niveau de violence est variable. Les Anglais, lors de la révolte des Mau-Mau en 1952-1956 au Kenya se sont montrés plus durs que les Français à Madagascar en 1947. Ils ont pendu 1 160 kenyans, la seule adhésion à la société secrète Mau-Mau avec prestation de serment de fidélité valait condamnation à mort. L'inconvénient de l'emploi des qualificatifs extrêmes est qu'ils ont permis l'essor d'une légende noire, et de dire n'importe quoi. Ainsi, dans *Le Monde* du 19 septembre 1997, le romancier et Prix Nobel Claude Simon, qui était par ailleurs un *zanatany*<sup>19</sup> natif de Tananarive, évoquait, je cite, « Madagascar dont on a longtemps caché qu'on y a tué, en 1947, 100 000 indigènes en trois jours » ! « Chape de silence sur une effroyable répression » titre *Le Monde Diplomatique* de mars 1997, s'attirant ainsi les protestations d'André Blanchet, envoyé du *Monde* à Tananarive en 1947, qui soulignait qu'il n'y avait eu localement aucune « chape de silence »<sup>20</sup>. Les « événements de Madagascar », comme

<sup>19</sup> *Zanatany* : « enfant de la terre (malgache) », terme désignant les Français nés à Madagascar.

<sup>20</sup> André Blanchet, rencontré le 5 décembre 1997 à l'Académie des Sciences d'Outre-mer, assurait avoir eu une liberté totale d'enquête sur le terrain à Madagascar en 1947, ni aucun article censuré.

on disait à l'époque, firent l'objet de longs débats parlementaires entre le 6 et le 10 mai 1947. Le 9 mai, le député algérien Ahmed Mezerna interpella le gouvernement sur l'affaire qui avait fait un grand titre de *France-soir*, l'affaire des prisonniers jetés d'avion, reprise par le journal trotskiste *La Vérité* qui titre en première page le 15 mai « Bombes vivantes à Madagascar »<sup>21</sup>. Le 5 juin se tint à la salle de la Mutualité à Paris une grande assemblée consacrée aux « évènements de Madagascar » réunissant tout le Gotha de l'Outre-mer dans la capitale, avec Houphouet-Boigny, Senghor, Césaire et d'autres, le crime des aviateurs étant à nouveau évoqué. On peut dire que l'insurrection malgache a été d'emblée l'objet d'une médiatisation toute particulière. Depuis, la presse étrangère ne s'est pas gênée pour en rajouter en matière de sensationnalisme lors des commémorations. En Suisse, *Le Nouveau Quotidien*<sup>22</sup>, titrera, le 9 mai 1997, contre la volonté de Danièle Rousselier, auteure de l'article, « Il y a 50 ans, la France massacrait 90 000 Malgaches coupables de rébellion » et un quotidien canadien, « un génocide oublié ». D'autant mieux oublié qu'il n'a jamais eu lieu...

Pour tenter une approche plus objective, il convient de distinguer entre les trois formes de répression, militaire, judiciaire, policière, qui ont marqué différemment les esprits à Madagascar. Concernant la répression militaire, je dirais, au risque de scandaliser une fois de plus, qu'elle a été la moins lourde des trois, celle qui a le moins marqué les esprits de façon durable.

Ceci, malgré des crimes de guerre graves et honteux que je me suis efforcé de recenser et d'étudier de près. On peut les ranger en 3 catégories : Les massacres dans les prisons ou ce qui en tenait lieu d'abord. Le plus célèbre, celui du train de Moramanga, le 6 mai 1947, que je considère comme une énorme « corvée de bois » qui a fait au moins 124 morts et probablement plus de 160, dont les responsables sont le commandant Joubert et l'administrateur d'Ambatondrazaka, Le Chevanton. Mais l'ensemble des crimes de guerre commis à Mananjary entre le 22 avril et le 12 mai 1947 n'est guère moins grave, avec environ 120 morts. Dans les deux cas, il n'y a eu aucune sanction, et les familles des victimes reçurent par la suite une explication mensongère des faits. A Moramanga et Mananjary, il faut ajouter d'autres massacres dans les prisons en avril-mai 1947, généralement maquillés en révolte (Manakara, une centaine de morts en deux fois), en tentative d'évasion (Farafangana, 37 morts), en empoisonnement des tièdes par les durs (Mahanoro, une trentaine de morts)... Une seconde catégorie, souvent encore ignorés de l'opinion malgache, englobe les massacres en brousse de villageois, présentés parfois comme des insurgés, comme à Fénérive ou Vatomandry. Les 29 morts du district d'Ambatofinandrahana portés sur la liste de 1950 comme morts lors d'une opération militaire sont le résultat d'un massacre commis par les légionnaires lors d'une fête de village... Dernière catégorie restée presque inconnue et jamais avouée, les exécutions sans jugement d'insurgés dont on craignait qu'ils échappent à la peine de mort devant les tribunaux et redeviennent dangereux une fois libérés.

L'évaluation du total des crimes de guerre ne peut être qu'approximative, entre un et deux milliers de morts. Ces crimes de guerre souvent particulièrement choquants par leurs modalités, comme à Moramanga, où l'armée a enlevé à l'hôpital 21 blessés survivants du train pour les fusiller, ou à Mananjary, où 15 femmes ont été fusillées dans le magasin de la douane, ont pu alimenter la légende noire qui a érigé en norme ordinaire

<sup>21</sup> *La Vérité* fait ensuite campagne sur ce thème, le 17 mai, le 23 mai (article : « Madagascar, île des aveux « spontanés » et des bombes vivantes » tandis que *L'Humanité* garde le silence

<sup>22</sup> *Le Nouveau Quotidien* : quotidien édité à Lausanne de 1991 à 1998. En avril 1998 il fusionne avec le *Journal de Genève* pour donner un nouveau journal *Le Temps*.

de la répression des crimes exceptionnels comme celui des prisonniers jetés d'avion. Le fait s'est produit une seule fois, a touché 6 ou 8 victimes, mais dans la mémoire collective, c'est devenu une pratique courante de la répression en 1947.

Mais il faut bien voir que, après les violences criminelles des trois premiers mois, le haut commandement militaire a donné des consignes strictes de modération aux troupes engagées. Ceci, parce que l'enjeu de la lutte n'était pas militaire, mais politique. Les soldats coloniaux, vu le déséquilibre de l'armement, avaient en réalité peu à craindre des *Marosalohy*, les porteurs de sagaie. La modicité de leurs pertes le prouve, seulement 242 morts (Malgaches exclus), dont la moitié à peine au combat. Le véritable enjeu, de part et d'autre, était le contrôle des populations qui avaient déserté leurs villages pour des zones refuges en forêt. Ce n'était pas en leur tirant dessus qu'on arriverait à les faire rentrer. La doctrine appliquée fut donc celle de la « tache d'huile » de Gallieni, qui donnait la priorité à une action politique lente, utilisant largement les partisans, et s'efforçant de limiter la violence. J'en ai étudié l'application dans les 3 districts du sous-secteur de Mananjary par le 1/9 RTA algérien très bien commandé. En janvier 1948, on voit des patrouilles partir avec le fusil vide, seul le chef a des munitions. Tandis qu'à Vatomandry, au 2/2 RTM marocain, le soldat qui tire sans en avoir reçu l'ordre se voit enlever son fusil et remettre à la place une sagaie. Si de telles mesures purent être appliquées, c'est aussi parce que, dans la campagne de Madagascar de 1947-1948, les soldats coloniaux n'ont pas ressenti pour leur faible adversaire la haine qu'ils ont eu ailleurs pour le Viet en Indochine ou le Fellagha en Afrique du Nord.

La légende noire (reprise dans *ZOVY*) a fait de l'incendie des villages un usage systématique de la répression. Mais là encore, cette pratique terroriste n'a eu cours que dans les trois premiers mois. Le 8 juillet 1947 le commandant des troupes, le général Garbay, prend une note l'interdisant, adressée à toutes les unités, qui vaut d'être citée :

*« Il a été signalé au commandant supérieur que dans certains secteurs, les troupes mettent régulièrement le feu dans les villages désertés par leurs habitants, ou dans ceux que les rebelles ont occupé provisoirement et rallié plus ou moins de force à leur cause. Cette méthode d'incendie systématique constitue une erreur grossière qui ne peut qu'entraîner dans la dissidence et les représailles les villageois les plus susceptibles de revenir à nous. Une fois le village brûlé, avec sa provision de maïs ou de riz, le métier à tisser et les objets recueillis des ancêtres détruits, le chef de famille n'a plus que haine pour le Français qui l'a privé des moyens de subsistance et qui a profané et fait disparaître ses talismans sacrés »<sup>23</sup>.*

Suit une interdiction formelle d'incendier un village « sans un ordre donné par un officier supérieur » et l'ordre de tenir une carte des villages incendiés avec indication de l'autorité responsable de la mesure. Et en conclusion « De sévères sanctions seront appliquées en cas d'infraction à ces ordres ». Ces consignes n'ont pas toujours été respectées, mais dans l'ensemble elles ont été suivies comme je l'ai vérifié pour Mananjary et Vatomandry. Les états de villages brûlés qu'on trouve dans les archives montrent que, dans leur grande majorité, après juillet 1947, ils ont été incendiés par les insurgés. D'abord pour obliger leurs habitants à se réfugier en forêt et empêcher les Français d'en faire des postes militaires, puis, en 1948 surtout, à titre de représailles contre les villages qui se soumettaient.

Cette modération au moins relative dans la reconquête de l'espace insurgé

---

<sup>23</sup> SHD Vincennes, 8H176 D8, note de service à tous secteurs, pour diffusion, 8 juillet 1947.

explique quelques constatations surprenantes relevées sur le terrain. Dans un foyer très actif de l'insurrection comme la région de Vohilava du Fanantara (district de Nosy Varika), les habitants n'ont pas gardé un mauvais souvenir des Algériens du 1/9 RTA, vus plus comme des travailleurs de la route que comme des guerriers redoutés. Célestin Razafimbelo a fait des constatations analogues avec le 1/7 RTA algérien en pays Bezanozano. Mais il n'en est pas de même pour 2 des 3 bataillons marocains, le 1/1 RTM et le 2/5 RTM dont Garbay demande leur départ de Madagascar en janvier 1948 en raison de leur passif de viols, de pillages, et d'un grave crime de guerre pour le premier. 1947 a bien laissé un traumatisme aux populations de la zone insurgée, mais il n'est généralement pas imputé aux Français. À Vohilava de Mananjary, haut lieu de l'insurrection, j'ai été surpris, en 2001, par le jugement du *Mpanjaka Mboahangy* (dont le père avait été fusillé à Mananjary en avril 1947). Pour lui, 1947 a stimulé une nouvelle estime entre Français et Malgaches, des 2 côtés on a compris qu'on ne pouvait pas faire n'importe quoi et qu'il fallait se respecter. De fait, les Français étaient récemment encore bien accueillis dans les régions insurgées. Philippe Beaujard<sup>24</sup> peut en témoigner pour les Tanala de l'Ikongo (avec l'exception du village d'Anaviavy). J'ai fait moi-même la même expérience en pays tanala et betsimisaraka entre 2001 et 2007.

Les deux autres formes de la répression, judiciaire et policière, ont laissé une empreinte plus marquée et durable dans les esprits car elles ont affecté fortement la mémoire urbaine, celle de gens éduqués, très sensibles à l'iniquité et à la violence avec lesquelles les choses se sont passées. La répression judiciaire a été très mal vécue en raison des trois critiques principales que l'on peut lui adresser. Tout d'abord sa durée : elle s'est étalée sur près de 10 ans, jusqu'en 1957. Même s'ils n'avaient pas les moyens de faire beaucoup mieux, les tribunaux correctionnels et les cours criminelles siégeant à Tananarive et dans les cinq chefs-lieux de provinces (plus Mananjary) ont entretenu la peur sociale en ville. Critique plus grave : Le procès le plus retentissant, le « procès des parlementaires » (en fait procès de 77 personnes, l'État-major du MDRM), de juillet à octobre 1948, a été truqué par la Sûreté avec l'appui de De Chevigné, mais en dehors des magistrats, pour raison politique. C'était anéantir la grande espérance qui s'était levée dans le peuple malgache depuis 1945 avec le mot fédérateur et magique, *Fahaleovantena*, « Indépendance ». Je me contenterai de citer le jugement du très respecté professeur Mario Roques, « Une affaire Dreyfus à l'échelle d'un peuple ». Enfin et surtout, la procédure suivie par les cours criminelles a été profondément humiliante pour les Malgaches, et a eu des conséquences redoutables pour l'avenir du pays. Sur instructions, elles ont refusé de juger les insurgés comme des militants politiques, mais comme des criminels de droit commun, l'insurrection a donc été criminalisée. En 1953, le Procureur Général Lucciardi critique la campagne menée en France en faveur d'une amnistie qui « veut accréditer que les condamnations furent prononcées pour crimes de caractère politique et que leurs auteurs traqués et injustement condamnés sont des patriotes victimes d'une répression dite colonialiste. Ceci n'est qu'un mensonge par lequel on vise à duper l'opinion publique. Nos cours criminelles n'ont jugé que des crimes de droit commun ». Comme, dans ce cas, les condamnations ont pesé d'abord sur les exécutants, des côtiers dans leur grande majorité, le ressentiment de ces derniers a provoqué une relance des antagonismes ethniques entre gens de la côte et gens des Hautes Terres, c'est-à-dire, les Merina.

<sup>24</sup> Philippe BEAUJARD est le grand spécialiste des Tanala de l'Ikongo et des Antemoro. De son œuvre immense et variée, citons ici *Princes et Paysans. Les Tanala de l'Ikongo*, Paris, L'Harmattan, 1983, 670 p. Et *Rituel et société à Madagascar. Les Antemoro de la Côte sud-est*, éditions Hémisphères, 2020, 932 p.

La répression policière, à mon sens, a été la plus lourde de toutes pour le vécu et la mémoire des populations, en touchant l'ensemble du pays, y compris les régions où il ne s'était rien passé. D'abord, en raison des arrestations massives, plus de 18 000, auxquelles a procédé le pouvoir colonial, qui estimait, bien à tort, en avril 1947, que si on arrêtait préventivement tout l'encadrement du MDRM, la révolte serait décapitée et s'éteindrait d'elle-même, le peuple étant réputé « sain ». Comme il s'agissait pour la plupart d'innocents, 13 000 bénéficièrent d'un non-lieu, mais pas avant 1948, l'administration territoriale s'opposant aux libérations, jugées dangereuses tant que la « rébellion » ne serait pas liquidée. D'où des excès extraordinaires en matière de préventive y compris pour les inculpés. Le père d'une de mes étudiantes, Japhet Rabemanantsoa, employé du service topographique de Tuléar, arrêté en avril 1947, ne passe en justice qu'en avril 1949. Mais une circulaire du Directeur des Finances expose que la colonie n'a pas les moyens de payer des dommages et intérêts à la foule des ayants-droits. Le tribunal de Tuléar s'exécute, il « couvre la préventive » et condamne Japhet à 2 ans de prison et le libère à l'audience. J'ai relevé que, dans le sud-ouest comme dans le nord-est à Antalaha, de nombreux commerçants et planteurs merina ont retrouvé leurs entreprises pillées à leur sortie de prison.

À cela s'est ajouté le scandale des prisons coloniales qui ont été de véritables mouroirs. La prison de Fianarantsoa, pour 600 à 800 détenus, enregistre 139 morts du 31 mars 1947 au 15 juin 1948, autant que le nombre des morts du district sur le terrain recensés dans l'enquête de 1950. L'Avocat Général Rolland la qualifie de « taudis immonde ». À Antalaha, l'effroi laissé par la prison constitue l'essentiel de la mémoire de la répression. Policiers et auxiliaires de police ne se sont pas privés de recourir à la violence, voire à la torture lors des interrogatoires, toutes les recherches sur le terrain en fournissent des exemples précis. Au total, les deux répressions, judiciaire et policière, ont entretenu la glaciation politique des années 1949-1956, et constitué un facteur de blocage de la croissance économique.

Je ne détaillerai pas ici, car il y aurait alors matière à un nouveau débat, la question du nombre des morts entraîné par l'insurrection. Le chiffre mythique est celui de 80.000, très souvent repris encore aujourd'hui, encore gonflé : « Les 100 000 morts de l'insurrection malgache » titre J-P Langellier, sur six colonnes dans *Le Monde* des 16-17 mars 1997<sup>25</sup>. Le problème, c'est qu'aucune recherche sérieuse n'a jamais établi un tel chiffre. Jacques Tronchon, dans son livre<sup>26</sup>, s'y rallie, mais aucun de ses arguments n'est probant : visiblement, en 1973, il ne disposait pas de la base documentaire suffisante et il s'est résigné, face à son jury, à aller dans le sens du politiquement correct de l'époque. Le seul argument des tenants du chiffre de 80 à 100 000 morts est qu'il a été avancé par les autorités françaises elles-mêmes. Mais dès les débuts de mes recherches, j'ai trouvé la source de leur erreur.

En 1948, chaque mois, le haut commandement faisait établir un décompte par district des populations toujours en dissidence. Au 1<sup>er</sup> décembre, le chiffre était de 80 000. Comme au même moment, De Chevigné déclara à la radio que plus un mètre carré du pays n'échappait à notre contrôle, on décrêta que les 80 000 individus manquants étaient morts ! Conclusion fausse pour de nombreuses raisons, l'importance des mouvements de population de la zone insurrectionnelle vers les zones calmes notamment.

<sup>25</sup> Le chiffre mythique sert à étayer la thèse que « la répression est féroce... l'armée mène une guerre coloniale » (LANGELLIER) alors que, malgré un certain nombre de crimes de guerre, la pacification a été la préoccupation dominante du pouvoir colonial, civil et militaire.

<sup>26</sup> Jacques TRONCHON, *L'insurrection malgache de 1947*, ed.EFA Fianarantsoa, 1982, 399 p.

Mais De Chevigné reprit le chiffre pour en faire une exploitation politique soulignant la gravité des crimes imputés aux dirigeants MDRM, notamment les condamnés à mort du « grand procès » qu'il aurait, prenant exemple sur Gallieni en 1896, volontiers fusillés. Dans un discours au cercle de la France d'Outre-Mer reproduit dans l'hebdomadaire *CLIMATS* du 8 avril 1949<sup>27</sup>, il assure ainsi que « sur 80 à 100 000 morts, 75 000 doivent être mis au compte des criminels qui ont déclenché cette rébellion, mais pas au compte de la France ». L'enquête de 1950 devait décompter moins de 2 000 Malgaches tués par les « rebelles ». Cette enquête a abouti à 11 162 morts malgaches en tout. La sous-estimation étant évidente, François Mitterrand, ministre de la France d'Outre-Mer (FOM), parla en 1951 de 15 000 morts. En fait, à partir des archives provinciales des ANOM d'Aix-en-Provence, et d'enquêtes de terrain encore trop partielles, on peut aboutir à une évaluation de 30 à 40 000 morts, dont pas plus de 10 000 de mort violente. Ce qui est déjà un chiffre élevé, si l'on tient compte du fait que l'insurrection a touché principalement 10 districts peuplés d'un peu plus de 700 000 habitants. Les trois-quarts des victimes sont dues à la « mort physiologique », comme on disait à l'époque, c'est-à-dire à la conjonction de la malnutrition et de la maladie qui ont frappé les populations en fuite. Mais, dans cette catégorie, quel est le pourcentage des victimes de la morbidité naturelle si l'on tient compte du fait que les populations de la brousse n'étaient pratiquement plus soignées depuis 1940 ? Rappelons que le creux démographique, pour Madagascar, se situe en 1944, seule année de la décennie où les décès l'emportent (de 25 000) sur les naissances, alors que, de 1946 à 1949, le taux de croissance de la population ne cesse d'augmenter, au point qu'Alfred Sauvy, peu suspect de sympathies colonialistes, cité par le démographe Louis Chevalier dans son livre *Madagascar, population et ressources*<sup>28</sup>, a parlé de 1947 comme d'une « percussion novatrice ». Ceci parce que l'échec de l'insurrection a brisé la résistance passive de la population à des entreprises sanitaires comme la lutte anti-palustre, la grande réussite du proconsulat de De Chevigné, qui a fait chuter la mortalité dès 1949. Dans ces conditions, des chiffres exacts du coût humain de l'insurrection de 1947 ne pourront sans doute jamais être établis. Mais n'est-ce pas déjà le cas pour la plupart des bilans des deux guerres mondiales ?

Une lacune notable, dans le roman national malgache, nous livre sans doute l'une des explications de la place qu'y tient la mythologie de 1947. C'est l'absence de grands hommes, de figures de référence dans le panthéon national. Tous les chefs d'État qui se sont succédé depuis l'indépendance ont eu le même destin : Encensés au départ comme « Père de l'indépendance » (la première en 1960, la seconde en 1972-75, la troisième en 2001-2002), ils ont tous fini chassés du pouvoir par un mouvement populaire mettant le pays au bord de la guerre civile. Leur successeur, élu en 2014, n'a jamais eu ni prestige ni crédibilité, l'état de crise est devenu permanent. En comparaison, les hommes de 1947 sont dans les mémoires comme des géants à côté desquels les Malgaches démoralisés d'aujourd'hui se sentent bien petits, face à ces héros anonymes qui ont su créer un grand mouvement unanimiste conforme à l'idéal politique malgache, porteur d'une grande espérance nationale, et mener un combat dans des conditions désespérées, accompagné d'un dernier mythe, celui qui leur prête une victoire posthume, la conquête finale de l'indépendance.

<sup>27</sup> *CLIMATS* (1945-1955) a été pendant une décennie « Le grand hebdomadaire de la France coloniale ».

<sup>28</sup> Louis CHEVALIER, *Madagascar : population et ressources*, Paris, PUF, 1952, 212 p. L'expression est d'Alfred Sauvy dans sa préface du livre